

Trois question à ...

Mouhamadou MBODJ, coordinateur du forum civil : ' La crise casamançaise est la conséquence de la faillite de l'Etat '

 [Imprimer l'article](#)

 [E-mail l'article](#)

 [Réagir à l'article](#)

 [Commentaires](#) [ 1 ]

Wal Fadjri : Trois présidents se sont succédé au Sénégal. Le troisième s'apprête à briguer un second mandat. A la veille de cette échéance cruciale, peut-on avoir une lecture comparée des différents systèmes politiques sénégalais ?

Mouhamadou Mbodj : On a élu trois présidents de la République, mais l'essentiel des problèmes reste entier. Parce que simplement, on n'a pas changé le modèle messianique. Ce modèle ne fonctionne dans aucun pays au monde. Gérer un pays, c'est complexe. Je pense qu'il faut redonner l'initiative aux citoyens et non à un messie. On l'a fait avec Wade, avec Senghor et avec Abdou Diouf. Et le résultat est décevant. En fait, le sauveur n'existe pas. Aujourd'hui, toutes les candidatures qu'on a enregistrées procèdent d'une approche messianique. ' Elisez moi, je règle vos problèmes ', c'est le discours qu'on entend chez les hommes politiques. Nous pensons que cela n'est pas possible.

Wal Fadjri : A partir de ce schéma, quelle conception avez-vous donc de la gouvernance ?

Mouhamadou Mbodj : La gouvernance, c'est l'ensemble des systèmes qui vous permettent de collecter, mobiliser d'affecter nos ressources nationales vers des programmes pour satisfaire les attentes des citoyens. Vous convenez avec moi que ça ne marche pas comme cela au Sénégal. Dans notre pays, une bonne partie de l'argent est détournée vers des processus de corruption, de détournements de deniers publics, ou de mauvais emplois de ces ressources. De ce point de vue là, c'est le fonctionnement de l'Etat qui explique un peu cette manière de détourner les ressources nationales vers les clientèles politiques. Nous disons donc que la gouvernance est en crise, l'Etat est en crise. Il faut refonder l'Etat. Il faut qu'il soit un Etat tourné vers la satisfaction des citoyens. Cela suppose la renégociation du contrat citoyen, requestionner les modèles institutionnels. Faut-il un Etat unitaire ou au autre type d'Etat plus adapté au caractère composé de notre pays, à la diversité du Sénégal et à la demande de proximité des citoyens pour une meilleure gestion de leurs préoccupations ? Il faut donc ouvrir une discussion sur ces questions.

Wal Fadjri : Pensez-vous donc qu'il y a une relation entre la faillite du système politique, la mal gouvernance et le conflit casamançais ?

Mouhamadou Mbodj : Nous pensons que c'est une mauvaise gestion de l'Etat qui a engendré le conflit casamançais. D'abord, l'historique de l'Etat. L'embryon qui a servi de constitution à l'Etat nous vient du bassin arachidier, parce que le projet colonial s'était concentré dans cette localité. Les ethnies qui étaient là-bas étaient plus privilégiées que celles qui habitaient à la périphérie. Les habitants de ces zones privilégiées étaient les premiers à aller à l'école. Et ces gens là ont même réussi à se faire élire comme députés au palais Bourbon. Je peux citer par exemple Blaise Diagne et Ngalandou Diouf. Pendant ce temps, il y a eu très peu de transformations politiques sociales et économiques sur la périphérie du Sénégal. Ce qui fait que depuis l'indépendance, les créateurs de partis politiques nous viennent du bassin arachidier. Ce sont eux qui ont capturé l'Etat à l'indépendance et qui lui ont donné une connotation presque externe. L'Etat s'est donc construit dans cette forme. Ensuite, la Constitution du Sénégal ne reflétait pas les valeurs. Elle a été transposée du contexte français au notre, donc inadapté au contexte sociologique sénégalais. Abdou Diouf et Wade l'ont accentué. Nous pensons donc qu'il faut repenser ce système dans l'intérêt des populations. Pour revenir au conflit casamançais, Wade disait qu'il avait l'intention de le régler en cent jours, ce n'est pas fait encore. Abdou Diouf voulait le régler, il ne l'a pas fait. Senghor a légué le problème à son successeur. Nous pensons qu'une bonne partie des sources du conflit vient de la question de l'Etat. Il faut repositionner l'analyse sur le conflit casamançais. Au lieu d'en faire une question régionale, d'en faire une affaire nationale. Parce que ce sont les mêmes problèmes que vivent les Lébous et d'autres composantes ethniques du Sénégal. En reprenant l'Etat du Sénégal, on pourrait créer une brèche pour trouver des solutions. Mais, cela ne peut se faire que dans un esprit de vérité et de justice. On ne peut pas occulter certains abus et certains excès qu'on a pu constater et qui sont certainement à la base du déclenchement du conflit casamançais.

**Auteur:** Propos recueillis par Mamadou  
P